L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 23 AVRIL 1873.

16me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI, MATIN 23 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par C. E. Girardey & Co., à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—Onze fermes sur le Chemin de Gentilly.

Par G. de Fériet & Co., coin Dumaine et Bourbon — Appareil pour la fabrication de l'eau de Seltz.

Par Louis Stern & Bros., au No 15 de la rue Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

Par Placide J. Spear, au No. 15 Passage de la Bourse — Meubles.

Par S. Guinault, coin Passage de la Bourse et Bienville — Ameublement.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et lingerie.

☞ MM. G. de Fériet & Co., encanteurs, ayant vendu hier jusqu'à 3 heures, en lots à la convenance des acheteurs, une portion seulement de la propriété Caffin, ils continueront aujourd'hui, à midi, au même lieu, Bourse St. Louis, et aux mêmes conditions, la vente des lots restants. Ceux qui veulent faire de bons marchés ne doivent pas manquer d'assister à cette criée.

☞ MM. C. E. Girardey & Cie nous prient d'annoncer que la vente de meubles qui était annoncée comme devant avoir lieu jeudi, 24 du courant, dans la maison de miss M. O. May, est indéfiniment ajournée.

Quincaillerie et Coutellerie—Voir l'annonce de D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Mercredi, 23 avril 1873.

OPERA. — Vingt ans après.
ACADEMIE. — Trompe comique, Pauline Markam.
MUSÉE D'ANATOMIE. — 40 rue St-Charles.

L'Ère des Compromis.

Nous en avons fini avec l'ère des compromis. M. Kellogg, qui avait cherché, pendant longtemps, à faire croire qu'il serait disposé à se prêter à un compromis raisonnable, a jeté le masque. Il voulait simplement leurrer la population et la disposer peu à peu à la soumission. Son calcul a été déjoué ; il l'a compris et il déclare, maintenant, qu'il imposera son autorité par la force, même en versant le sang. La situation est, comme on le voit, nettement dessinée. Mais il est bon, avant d'en examiner les conséquences, de faire ressortir les résultats de la dernière tentative faite en faveur d'un compromis.

Il y a une quinzaine de jours, le Comité des 200 Citoyens, a, sur la proposition d'un de ses membres, nommé un comité chargé de rechercher s'il existait encore une possibilité d'effectuer un compromis qui mît fin au dualisme gouvernemental en Louisiane. Ce comité, qui était simplement un comité d'information, a présenté, lundi soir, à l'assemblée des 200 citoyens, le résultat de sa mission. Il résulte de son rapport qu'après bien des démarches et des pourparlers, les meneurs radicaux ont présenté le projet suivant comme leur ultimatum :

M. Kellogg convoquerait une session extraordinaire de la Législature et les radicaux s'engageraient à admettre à y siéger 45 représentants du parti de la fusion (sur 107) et 10 sénateurs (sur 36). Les sept sénateurs qui avaient passé de la Législature du Mechanics' Institute à celle des Odd Fellows et qui avaient été déclarés exclus par la première, ne seraient pas réadmis. L'engagement ne serait pris par les radicaux qu'après un engagement préalable des fusionistes de venir siéger.

Le comité des 200 a refusé de recommander l'adoption d'un pareil compromis et, selon nous, il a eu grandement raison.

Lorsque notre affaire se débattait à Washington, il a été avancé que le président et l'avocat-général étaient favorables à un compromis qui consisterait à réorganiser la Législature avec les anciens sénateurs élus et avec tous les représentants et sénateurs élus le 4 novembre et dont l'élection était reconnue par les deux bureaux. Un pareil compromis donnait la majorité au parti de la fusion, aussi le parti de M. Kellogg n'a-t-il jamais voulu en entendre parler.

Or, quand il est notoire que le parti de la fusion a obtenu une majorité considérable pour la Chambre, on lui fait la proposition dérisoire d'admettre seulement 45 de ses représentants sur un total de 107 et on élève la prétention de maintenir l'exclusion prononcée contre 7 des anciens sénateurs sur 14 dont le terme n'était pas expiré.

C'est une véritable moquerie, et nous félicitons le comité des 200 de l'avoir ainsi comprise et d'avoir refusé de se faire l'intermédiaire d'un compromis dégradant que la Législature du peuple ne pouvait manquer de rejeter avec dédain.

Dira-t-on que, dans les circonstances où se trouve la Louisiane et avec le peu d'espoir qui nous reste de voir triompher notre cause au Congrès, un compromis, si mauvais qu'il fût, vaudrait mieux que la prolongation d'une résistance, dont les conséquences sont difficiles à prévoir ! Nous répondrons à cela que ce compromis n'offre aucun avantage quelconque pour le peuple.

Il n'est pas un homme de sens qui, instruit par l'expérience du passé, puisse ajouter la moindre foi aux promesses de réforme venant des complices de l'usurpation Kellogg. La lutte qu'a soutenue le peuple de la Louisiane jusqu'à ce jour, n'a pas eu pour objet la satisfaction de voir une minorité de ses représentants et de ses sénateurs, admise à siéger en compagnie des législateurs plus ou moins forcés de M. Kellogg et à toucher $8 par jour. Il est trop évident que cette minorité serait impuissante, non seulement à obtenir les réformes désirées, mais encore à empêcher le passage de nouvelles mesures désastreuses.

Notre assertion, à cet égard s'appuie sur quatre années d'expérience. A quoi a servi la minorité démocratique, dans les deux législatures qui, sous l'administration de M. Warmoth, ont jeté les millions en pature à des cormorans avides pour avoir leur petite part de la curée ? Elle a lutté avec assez d'énergie d'abord ; puis, peu à peu, elle s'est lassée, découragée et elle a été entraînée dans le courant. Quelques-une de ses membres, gagnés par la contagion de l'exemple, ont été accusés de vénalité et de corruption. Ceux qui sont restés purs ont vu leur voix étouffée, leurs protestations dédaignées.

Nous ne prétendons pas démentir en disant que, tout bien considéré, il est cent fois mieux vélu pour la Louisiane que la minorité démocratique se fût retirée du corps de la première législature radicale, après l'expulsion de plusieurs de ses membres, en laissant M. Warmoth seul avec ses législateurs noirs. Elle n'eût pas donné la sanction de sa présence à toutes les infamies, à toutes les monstruosités législatives qui ont été accomplies pendant quatre ans et qui pesent et peseront encore longtemps d'un poids si lourd sur notre malheureux Etat.

Il est indubitable, pour nous, que si ce que nous disons eût été fait, la réaction qui s'est produite au bout de quatre ans, dans l'esprit de M. Warmoth et qui l'a porté à se rapprocher de l'élément conservateur, se fût produite au bout de six mois et que l'Etat eût évité les trois quarts du mal qui lui a été causé.

Les représentants et les sénateurs fusionistes commettraient donc la même faute qui a été commise, il y a quatre ans, par les démocrates, en acceptant d'aller siéger, en nombre réduit, dans l'assemblée de M. Kellogg.

La faute serait d'autant plus grande que le dernier mot de la situation n'est pas encore dit, que le Congrès n'a pas encore ratifié l'usurpation. Accepter un compromis comme celui dont nous avons indiqué plus haut les conditions, serait une reddition sans nécessité, qui enchanterait M. Kellogg puisqu'elle le débarrasserait de la dure obligation où il est d'employer, chaque jour, la force pour maintenir son autorité et celle de ses agents. Il importe que la question se représente devant le Congrès, à sa prochaine session réunion, sous l'aspect qu'elle avait lorsqu'il s'est ajourné : un peuple qui proteste contre un gouvernement qui ne peut se maintenir que par la force des baïonnettes et la menace de la mitraille.

Cour de la Ville.

Messieurs J. W. Arthur et Wertsteever ont comparu, hier matin, devant le pseudo-juge Hawkins, accusés de mépris de cour en continuant d'exercer leurs professions sans avoir payé leurs licences, en dépit des injonctions de Son Honneur.

M. Hawkins n'était probablement pas d'humeur belliqueuse hier, car il a renvoyé cette affaire à vendredi prochain.

Le pseudo-juge commence à craindre qu'il lui faudra traîner toute la Nouvelle-Orléans devant sa cour pour mépris.

Lundi, M. Voorhies, agissant comme avocat du sénateur Booth, a fait une motion pour demander que l'injonction qui pèse sur son client soit retirée ; parce que :

1° L'injonction a été lancée avant que l'affaire ait été prise sérieusement en considération.

2° La loi en vertu de laquelle cette injonction a été lancée n'autorise pas le juge à lancer une injonction préliminaire.

3° La façon dont l'avocat-général a interprété la loi, met cette loi en opposition directe à l'article 4 de la Constitution fédérale, qui dit positivement que nul citoyen ne sera privé de ses droits avant d'avoir été jugé préalablement.

4° La Constitution s'oppose à l'article 110, qui envahit le domaine des droits acquis et reconnus des citoyens.

5° Le demandeur n'a pas prêté le serment requis par la loi avant de faire lancer l'injonction préliminaire.

6° Il n'y a pas eu de caution fournie pour le demandeur.

M. Voorhies a demandé que le pseudo-avocat-général Field soit requisido comparaître devant la pseudo-Cour Supérieure, pour expliquer pourquoi l'injonction ne serait pas retirée.

La compagnie de belliqueux métropolitains qui avait été envoyée par Kellogg dans la paroisse Tangipahoa est revenue sans avoir accompli aucun fait illustre digne de figurer dans notre chronique. Nous avouons franchement que la chose ne nous surprend nullement.

Ces fougueux métropolitains sont donc revenus sans avoir soumis les *rebelles* des campagnes. Ils n'ont pas osé continuer leur petite excursion et ont trouvé plus prudent de regagner sans bruit la Nlle-Orléans.

Maintenant, on nous dit que le général Emory a reçu l'ordre d'envoyer des troupes dans la paroisse Grant et dans la paroisse Ouachita, pour soutenir le marshal des Etats-Unis dans l'exercice de ses fonctions.

On dit encore que le général Emory s'attendant à ce que les bateaux à vapeur refusent de transporter ses hommes, a demandé l'autorisation de les faire saisir, en cas de résistance au décret impératif de ce traineur de sabre.

Les rumeurs les plus contradictoires ont circulé hier ; mais il est pour ainsi dire impossible de rien savoir de positif.

Nous nous demandons quel sera le résultat définitif de toutes ces secrètes machinations de la clique radicale !

Nous rappelons à nos lecteurs que c'est aujourd'hui que commence la grande foire agricole et industrielle de l'Etat.

Cette foire contribue à étendre le commerce de l'Etat en faisant connaître nos produits à l'étranger.

C'est donc pour chaque bon citoyen un devoir de lui prêter son concours.

Un voleur est entré hier matin, vers deux heures, dans la chambre du capitaine St-Clair Thomasson, demeurant à l'hôtel St-James, et s'est approprié une montre en or et une bourse assez bien garnie. Le fripon s'est échappé sans avoir été aperçu par aucun policier.

Un autre citoyen de la basse pègre, du nom de Joe Wallendan, est entré par scalade dans la boutique de barbier de Chas. le Mutin, située près du marché Sainte-Marie, et a enlevé sans cérémonie à peu près vingt-quatre rasoirs.

Hier matin, Charlie, le propriétaire des objets volés, a eu des soupçons et a fait arrêter Joe.

Les voleurs de coton sur la Levée, continuent à exercer leur petit commerce, en dépit des arrestations.

Une jeune beauté de quarante printemps, du nom de Mary Sullivan, a été appréhendée au corps par un officier peu galant, qui déclare l'avoir surprise hier *in flagranti delicto*.

SÉANCE DU CONSEIL DE VILLE.—Le Conseil municipal se réunit à midi, sous la présidence du maire Wiltz. Tous les fauteuils des administrateurs sont occupés.

M. Schneider, administrateur du département des finances, présente un rapport dans lequel il dit qu'en réponse à une notice officielle de l'administration, plusieurs communications relatives à la vente des "wharf improvement bonds", ont été ouvertes dans le salon du maire, le 16 de ce mois, et que les bons qui étaient offerts aux prix les plus réduits ont été acceptés et annoncés.

M. Calhoun, administrateur du département des comptes publics, présente son rapport de la semaine, comprenant plusieurs ordonnances peu importantes relatives à différents règlements de comptes.

M. Brewster, administrateur du département de la police, présente une résolution pour ordonner aux différents recorders de la ville d'ouvrir leurs cours de sept heures du matin à huit heures du soir.

Après quelques débats la résolution de M. Brewster est adoptée sans opposition.

Le secrétaire lit une communication de M. Frank Butler, agissant comme avocat de M. Patrick Irwin et de la compagnie de chemin de fer de la ville, qui menace les membres du Conseil municipal de les traduire devant la Cour district des Etats-Unis, s'ils ne font pas élargir promptement la rue Poland, ainsi que l'avait décrété ce tribunal.

La communication est référée au comité spécial des administrateurs.

Le Conseil s'ajourne.

TEMPERATURE. — 22 avril 1873.
Thermomètre de C. Duhamel, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrades.
6 A. M.	63	16
12 M.	83	27
3 P. M.	89	29
6 P. M.	80	26

MAGASIN DE GROCERIE (Comestibles variés) DE FAMILLE, A VENDRE A L'ENCAN—Voir l'annonce de Placide J. Spear aux avis d'encan.

$37,585 de lots seront distribués par l'Association de la Loterie de la Foire d'Etat de la Louisiane, le 30 avril courant. Le nombre de billets émis est limité. Pour les détails, s'adresser au bureau central, 107 rue du Canal, No 107, magasins de Grover & Baker.

Les célèbres Chemises de telle, blanches et de couleur, de CHARVET, à l'encan. Voyez dans nos colonnes d'encan, l'annonce de Placide J. Spear.

☞ A partir du mois de mai prochain, la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest va établir deux trains express comportant des voitures de toutes classes, qui feront le trajet de Paris à Brest en seize heures et *vice versâ* en lieu de dix-huit heures employées actuellement.

Les mêmes supplémentaires ne modifieront en rien le service des trains express qui circulent aujourd'hui.

C'est une excellente mesure qui répond aux vœux de la population et du commerce brestois.

—M. Gustave Flambert, l'auteur si connu de *Madame Bovary* fait, paraît, vient de terminer une comédie intitulée la *Tentation de saint Antoine*, qu'il destine à une pièce de genre.

Les chemins de fer au Mexique.—Le Mexique est dans la lune de ses chemins de fer, mais elle manque de charme, comme on le verra par les extraits suivants du *Trait-d'Union* :

Commençons par les chemins de fer. La principale voie, celle de Mexico à Vera-Cruz, continue à fonctionner tant bien que mal, et sauf un accident qui s'est produit dernièrement et dans lequel on a eu à déplorer la mort d'un chauffeur et les blessures plus ou moins graves de quelques autres employés, le service se fait assez régulièrement.

Toutefois, les passagers peuvent être satisfaits du plus ou moins de sécurité et du plus ou moins de célérité de leurs voyages, il n'en est pas de même des pauvres marchandises qui sont loin, eux, de trouver dans l'établissement de la nouvelle ligne les avantages qu'ils étaient en droit d'espérer. Il est certain que la compagnie ne possède pas le matériel roulant nécessaire, et les négociants attendent en vain pendant vingt, vingt-cinq jours, un mois même, leurs marchandises qui sont accumulées dans la gare de Vera-Cruz, mal abritées et exposées à toutes les intempéries. Beaucoup d'entr'eux se voient obligés de faire transporter leurs marchandises à Mexico, à dos de mules, et cela ne sont pas les moins avisés.

Nous voulons bien croire que cet état de choses n'est que passager et que la compagnie a déjà pris toutes les mesures nécessaires pour compléter son matériel et remédier ainsi à un mal très préjudiciable au commerce.

On a depuis longtemps commencé les travaux de la nouvelle ligne de chemin de fer entre Mexico, Toluca et Cuautitlan. On nous assure que le 1 mai prochain, on inaugurera la portion de voie comprise entre Mexico et Atzcapotzalco, distant de cette capitale d'environ quatre lieues. Ce service sera fait provisoirement par traction animale.

Les volontaires d'un an en France. —On a annoncé que le général Bourbaki, commandant la division militaire de Lyon, avait passé une revue des volontaires d'un an en garnison dans cette ville. Entre autres incidents qui ont marqué cette revue pendant laquelle le général s'est entretenu familièrement avec ces jeunes gens, nous citerons les deux suivants rapportés par le *Franco républicaine* :

Un autre volontaire s'est plaint assez ingénûment de mal dormir la nuit. "C'est qu'on ne vous fait pas assez travailler," a répliqué péremptoirement le général, qui a conclu un peu partout, dans les sables du Sahara, dans les neiges de la Crimée, ou dans les neiges du Jura.

Le général a complètement réhabilité les biscottes. Il a fait des compliments à un jeune volontaire, qui s'avait pas prévu texté de sa myopie pour s'exonérer de ses devoirs militaires et qui portait bravement cet appendice naval un peu bourgeois. Le général l'a félicité d'avoir su se mettre au-dessus de certains préjugés. Ainsi donc, messieurs les militaires myopes, les lunettes n'ont rien de contraire au noble service des armes. C'est le général Bourbaki qui le dit, et l'on sait qu'en fait d'yeux, le général *n'y a pas froid*.

S'adressant enfin au capitaine d'une de ces compagnies, le général lui a exprimé sa satisfaction de la bonne tenue de ses soldats. Il a complimenté cet officier sur la manière intelligente dont il traitait les jeunes volontaires.

—Continuez, à dit le général ; parlez avec eux ; donnez-leur toutes les explications qu'ils désireront ; flayez avec eux.

Quant à la discipline, qui est, comme l'argent, le nerf de la guerre, le général l'a formulée en cet axiome énergique :

—Pour les bons, être meilleure qu'eux ; pour les mauvais, être dix fois pires.

—On écrit de Berlin à la *Gazette de Cologne* :

Vendredi dernier l'empereur Guillaume s'est rendu avec une suite très nombreuse à Potsdam pour assister à l'exercice de quatre compagnies du 1er régiment à pied de la garde. Une des compagnies a fait l'exercice pour la première fois avec le fusil Mauser, en présence du chef suprême de l'armée. En trente secondes, le commandant de la compagnie a pu faire seize salves ; ce nombre peut être au besoin doublé. Les représentants militaires de l'ambassade français faisaient partie de la suite de l'empereur.

Une nouvelle arme est un événement, de nos jours ; par conséquent, cette journée de vendredi 20 notre nouvelle arme a été essayée pour la première fois sur une assez vaste échelle, a une importance non-seulement militaire, mais encore politique.

—D'après les documents officiels publiés par les revues scientifiques anglaises et américaines, on aurait remarqué que les carcasses de navires avaient une puissance de destruction excessivement dans les coques des bâtiments en fer.

D'après des épreuves toutes récentes, l'amirauté anglaise aurait ordonné des expériences, afin de résoudre une question vée et proposée par les constructeurs de navires en bois.

Il s'agit maintenant de savoir et le sucre a effectivement une action corrosive sur le fer ; on sait à quoi s'en tenir sur l'effet de l'eau salée, mais quant au sucre, on ne s'en était jamais douté.

—L'exécution du contrat qui lie Mme Adelina Patti à son beau-frère, M. Strakosch, pour une grande tournée en Amérique, est exécutée jusqu'à l'année prochaine, et peut-être même jusqu'en 1875. C'est Mme Nilsson qui voyagera cette année avec M. Strakosch aux Etats-Unis.

—Le *Figaro* a été victime d'un poisson d'avril.

Il a été le premier à publier, hier, une lettre de M. Alexandre Dumas fils, remerciant le conseil municipal d'avoir donné le nom de son père à une rue du XXe arrondissement.

M. Alexandre Dumas fils vient de lui adresser la lettre suivante :

Monsieur,

Vous publiez une lettre de moi au président du conseil municipal de Paris, qui n'est pas de moi. Je n'ai jamais eu l'occasion ni l'honneur de remercier le conseil municipal.

Agréez, etc.

A. DUMAS.

Voici la lettre supposée :

Monsieur,

Le conseil municipal vient d'attacher le nom de mon regretté père à une voie publique du 20e arrondissement.

Je suis profondément touché de cette marque inappréciable de sympathie, décernée à celui qui fut à la fois un génie pittoresque et fécond, et un homme de cœur.

Je vous remercie, monsieur, et pour lui et pour ceux qui lui survivent, je désespère pour cœur et attendrissement.

Et vous prie de vouloir bien transmettre à vos collègues l'expression de ma très vive gratitude et de mes sentiments distingués.

Signé : A. DUMAS.

—Lafrance, dont le conseil municipal de Paris propose d'appliquer le nom à la signation de la rue actuelle de Marie-Louise, fut un des chirurgiens les plus connus de Paris de la période 1830 jusqu'en 1860. C'est une des figures les plus singulières que la science médicale, si féconde en types curieux, ait produites. Au physique un colosse : six pieds de haut, une carrure d'hercule, une voix retentissante. La bonne était épaisse ; les gestes étaient d'un bourru-major, la langue d'une liberté sans égale. Sous ces dehors, le maître d'un Normand et un sens critique de sa réputation.

La capacité était entière, dit le *Troupier*, et il serait malaisé de trouver une vérité médicale méconnue. Voici une anecdote peu connue par son compte, et qui le peint très bien.

Un jour il se présente pour toucher ses honoraires chez une dame dont il avait guéri le plus jeune enfant d'une luxation du bras. La jeune femme, dont le mari était l'un des plus riches banquiers de Paris, avait fait largement les choses, et pour ajouter le charme d'un souvenir aux honoraires du chirurgien, elle avait brodé un délicieux étui de ses propres mains et y avait enfermé un certain nombre de billets de banque.

Lafrance est introduit.

—Docteur, lui dit la dame, permettez-moi de vous offrir, en reconnaissance des soins que vous avez prodigués à mon fils ce portefeuille que j'ai brodé de mes mains. Qu'il soit pour vous une récompense et un souvenir.

Lafrance ne comprit pas ce langage.

—Madame, répondit-il, c'est avec plaisir que j'accepte votre cadeau ; mais la vie a de telles exigences que je préfère de beaucoup plus que le client, ne vit d'amour et d'eau fraîche.

La phrase était stupide, et en Famalysant bien on eût pu la traduire innocemment.

Lafrance n'y soupçonnait pas cette intention, mais le madrigal lui était inconnu.

La femme comprit la maladresse de la réponse, mais elle voulait tourmenter le maladroit et continua :

—Docteur, je n'ai pas eu l'honneur de vous comprendre, veuillez expliquer votre pensée.

—Hé, madame ! elle est bien simple. Je ne m'étais pas fait un métier de tourmenter les souvenirs, mais bien pour amasser des revenus.

—Parfaitement, monsieur, à combien taxez-vous vos bons offices ?

—A deux mille francs.

La jeune dame ouvre, sans mot dire, l'étui brodé, en retire cinq billets de mille francs qu'elle y avait glissés d'avance, en prend deux, et, les montrant dans la main du docteur, elle lui dit : "Je n'y ajoute pas le souvenir, assurée que je suis que vous vous souviendrez parfaitement de moi."

LICENCES et TAXES
D'ETAT et de VILLE.
Payez-les ou Faites-les Payer,
— En vous adressant chez —
Mr BRETTE,
14.... Rue St-Charles.... 14
2 mars—3m—PP

On demande à acheter
DES LIVRES DE VALEUR
DANS TOUTES LES LANGUES,
JOURNAUX ILLUSTRÉS,
GRAVURES, TABLEAUX, OBJETS D'ART, &c.
— s'adresser —
14.... Rue St-Charles.... 14
23 av—1m

ENTREPOT DE TAPIS,
No 14, Rue St-Charles.
A. BROUSSEAU, Importateur,
OFFre en Gros et en Détail,
TAPIS—Moquette, Velours, Brussels, Imperiales, Ingrains, Kidderminster, Stairs, Entre-Deux, Bordures, Paillassons, Nattes, Descentes de lit, Tapis de Table, Tapis de Piano, Tapis de Billard, Couvertures de tables et de pianos, Tapis de Voiture, Tapis de Chambre, Tapis de Corridor, Tapis de Escalier, Tapis de Salle à manger, Tapis de Salon, Tapis de Fantaisie, Tapis de Table, Tapis de Toilette, Tapis de Cheminée, Tapis de Fenêtre, Tapis de